



Globalisation et universités. Nouvel espace, nouveaux acteurs.

Sous la direction de Gilles Breton et Michel Lambert

Jessy Baron
Université de Montréal

Lors d'une allocution dans le cadre du *Forum international des universités publiques* (FIUP) en octobre 2007, Jamil Salmi, économiste de la Banque Mondiale, a donné l'exemple de la gazelle qui doit courir chaque jour plus vite pour ne pas être dévorée et du lion qui doit en faire de même pour ne pas mourir de faim afin d'illustrer les défis que doivent obligatoirement relever les petites et les grandes universités au sein de l'économie du savoir actuel. Que ce soit au cours de cette rencontre ou dans le cadre de l'un des innombrables colloques, séminaires ou conférences sur cette thématique qui ont eu lieu au cours des dernières années, on entend pratiquement toujours le même son de cloche. Les arguments présentés dans ces rencontres portent sur la façon de courir et/ou le rythme auquel on doit le faire, mais bien souvent sans en donner suite. Toutefois, le livre *Globalisation et universités : nouvel espace, nouveaux acteurs* se distingue, en quelque sorte, de par les arguments qu'il soulève et il s'avère être très pertinent pour quiconque désire mieux cerner les enjeux auxquels les universités devront dorénavant faire face. Étant donné que les effets de la globalisation sur les universités ne sont pas clairs et qu'il y a, de ce fait, un besoin de recherches novatrices, Gilles Breton et Michel Lambert ont jugé important de publier un ouvrage collectif au sein duquel nous pourrions retrouver les contributions d'un grand nombre d'intervenants du milieu, allant de Jamil Salmi de la Banque mondiale et de Christopher Brooks de l'OCDE à Riccardo Petrella de l'Université catholique de Louvain en Belgique, qui ont tous participé au colloque sur le thème « Globalisation : quels enjeux pour les universités? » tenu

à l'Université Laval, Québec, du 18 au 21 septembre 2002.

Parmi les contributions issues de ce collectif on retrouve, entre autres, le point de vue de représentants de quelques institutions internationales (UNESCO, Banque Mondiale et OCDE). D'après eux, la globalisation pose de nombreux nouveaux défis aux universités et celles-ci doivent prendre des mesures pour y faire face. On peut certes voir poindre à l'horizon quelques difficultés, mais il demeure nécessaire de dépassionner les débats car, pour ces derniers, la globalisation peut être saine pour la vie intellectuelle. Parmi les solutions proposées, John Daniel, sous-directeur général de l'UNESCO pour l'éducation, traite notamment de la création éventuelle d'un organisme de contrôle de la qualité à l'échelle internationale. Puis, Jamil Salmi, qui est directeur adjoint pour l'éducation à la Banque mondiale, prétend que l'on doit impérativement aider les établissements universitaires à être plus novateurs et sensibles aux conditions changeantes du marché du travail.

Suivant une ligne de pensée similaire, certains intervenants, dont le professeur d'économie du Harvard University's School of Public Health David E. Bloom, vont jusqu'à affirmer qu'il est urgent pour les universités de repenser leurs modes de gouvernance, leur financement et leurs structures internes. Pour eux, les établissements d'enseignement supérieur ne peuvent pas se permettre de prôner le statu quo et de s'isoler si elles veulent survivre. Nous n'avons qu'à penser à l'augmentation de la concurrence ou aux difficultés financières grandissantes pour se rendre compte qu'il y a eu récemment l'introduction de nouveaux types d'incertitudes, de risques et d'imprévisibilités. Les propos du président de l'Association internationale des universités (AIU), Hans van Ginkel, sont une illustration éloquente de ce réformisme qui vise l'internationalisation des universités. Selon lui, le rôle des universités demeure plus que jamais capital, pour autant qu'elles acceptent de s'internationaliser et d'interagir avec la société qu'elles visent à servir.

Pour d'autres auteurs, comme l'économiste et politicologue Riccardo Petrella, la production de la connaissance est exponentiellement influencée par des impératifs de nature externe et cela n'est pas sans conséquence. Ayant à fonctionner avec les coupures de budget, les universités doivent se tourner vers le privé pour le financement et souvent privilégier les connaissances qui « comptent » (par exemple la biologie, la chimie, le management, le marketing, etc.). Goolam Mohamedbhai, Vice-Chancellor de l'Université de Mauritiuis, parle même de « mcdonalisation » de l'enseignement supérieur pour décrire les changements qui sont en train de se produire. À cet égard, l'auteur du livre *L'école n'est pas une entreprise : le néo-libéralisme à l'assaut de l'enseignement public* (2004), Christian Laval, affirme d'ailleurs que « ce sont tous les domaines de la vie sociale et culturelle qui sont mobilisés dans une quête illimitée de l'efficacité et de la compétitivité. Non seulement, l'éducation n'y échappe pas, mais elle est même érigée en facteur fondamental de croissance et de productivité » (2002:137). Nonobstant cela, ces auteurs s'entendent pour dire qu'il faut proposer des alternatives – telles que la participation plus grande des associations étudiantes aux prises de décision, l'amélioration de l'accessibilité de l'enseignement supérieur, notamment par le biais

d'universités « populaires », le réinvestissement de l'État dans ce domaine, etc. – et donc. non seulement formuler des critiques, mais faire également des suggestions. Voilà pourquoi ceux-ci clament qu'il importe d'ouvrir réellement le débat et le questionnement concernant l'avenir de l'enseignement supérieur afin de proposer des solutions concrètes aux problèmes actuels, contrairement à ce qui est souvent fait.

Cela étant dit, à la différence de plusieurs autres ouvrages portant sur ce sujet litigieux (Felouzis 2003; Giroux 2006; Jardine 2005), le caractère distinctif de celui-ci est qu'il présente une étonnante variété de points de vue et de thèmes, ainsi qu'une multitude de solutions et d'alternatives – par exemple la diversification du financement, la primauté de la recherche, la réglementation régionalement orientée, etc. Puisque les conseils et les recommandations des organisations internationales sont régulièrement présentés comme les seuls à pouvoir inspirer les modifications nécessaires et que toutes les autres positions (telles que l'accès à une éducation gratuite) sont d'emblée condamnées comme étant « archaïques » et « passésistes », cette particularité devient, en ce sens, non négligeable. Qui plus est, malgré l'inévitabilité de la question économique, un souci important est accordé aux questions plus éthiques et sociales chez la plupart des protagonistes de ce livre. En effet, que les auteurs soient plus ou moins critiques en ce qui a trait à la globalisation de l'enseignement supérieur, les problématiques comme l'exode des « cerveaux » ou la neutralité scientifique, ont été abordé de front dans ce collectif. Par conséquent, la lecture de ces multiples contributions nous donne certainement des outils supplémentaires pour mieux appréhender les enjeux qui touchent actuellement l'enseignement supérieur. Toutefois, le travail que représente chacune de ces contributions n'est qu'un préalable. Autrement dit, ce livre nous offre plutôt une introduction sur l'état de la question que des analyses en profondeur. Il s'agira dès lors, pour le lecteur, de prendre une distance critique par rapport à ces écrits et d'élargir davantage la réflexion. À l'encontre de ce qu'avance Bloom dans cet ouvrage, il importe de sortir de cette temporalité de l'urgence et des réformes à tout prix. Si, comme le soutient Jamil Salmi (2003), il n'y a pas de vent favorable pour ceux qui ne savent où aller, je m'accorde alors avec le sociologue et professeur émérite de l'Université du Québec à Montréal, Michel Freitag, pour dire qu'il est impératif de « baisser la vapeur » pour prendre le temps de voir où l'on va et de faire le point à mesure que l'on avance (Freitag 1998:82).

Références

- Felouzis, Georges
2003 Les mutations actuelles de l'Université. Paris: Presses universitaires de France.
- Freitag, Michel
1998 Le naufrage de l'Université. Montréal: Éditions Nota Bene.
- Giroux, Aline
2006 Le pacte faustien de l'université. Montréal: Liber.
- Jardine, Gail McNicol
2005 Foucault and Education. New York: Peter Lang Primer.
- Laval, Christian
2002 Le nouvel ordre mondial éducatif. Paris: Éditions Syllepse.
2004 L'école n'est pas une entreprise. Paris: La Découverte.

Jessy Baron
Doctorant
Département d'anthropologie
Université de Montréal
jessy.baron1@ulaval.ca